



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

sommaire



N° : 41 - 26 juillet 1976

Page 3 :

MALI : LE COMITE MILITAIRE
IMPOSE DES SACRIFICES AUX
TRAVAILLEURS

Page 4 :

LE POUVOIR DES VOLEURS

Page 5 :

AFRIQUE DU SUD : QUAND
LA REVOLTE SE LEVE

Page 6 :

DES MESURES OFFICIELLES QUI
ENCOURAGENT LE RACISME

Page 7 :

JEUX OLYMPIQUES :
LES HYPOCRITES ET
LES DEMAGOGUES



prix: 1 Franc

FACE AU PACTE
OULD DADDAH-HASSAN II

SOLIDARITE AVEC
LE PEUPLE SAHRAOUI

Lors de la visite de Ould Daddah chez Hassan II, les dictateurs du Maroc et de la Mauritanie avaient conclu un véritable pacte "face aux menaces et aux actions dirigées contre l'unité et l'intégrité du territoire". Dans ce but, les deux pays "ont décidé d'intensifier l'harmonisation de leurs efforts dans tous les domaines et mobiliser toutes leurs potentialités", comme l'affirme le communiqué officiel.

En clair, cela signifie que les deux dictateurs se prêteront main-forte pour venir à bout de la résistance du peuple sahraoui et pour consolider leur mainmise sur le Sahara Occidental.

Dans les années soixante, Ould Daddah n'hésitait pas à qualifier Hassan II d'ennemi du peuple mauritanien, et de dénoncer alors la volonté clairement manifestée par la monarchie chérifienne d'annexer la Mauritanie. Ainsi donc, d'ennemi, Hassan II est devenu le grand ami. Tirailé entre sa crainte de voir la Mauritanie passer sous la coupe de Hassan II, ou de voir lui échapper sa part de butin acquis au détriment du peuple sahraoui, Ould Daddah a choisi. Tout en sachant probablement que ce pacte entre une Mauritanie faible sur le plan militaire et un Maroc relativement puissant va se traduire par une influence croissante, militaire comme politique, du Maroc en Mauritanie elle-même, et en tous les cas dans la partie du Sahara occupée par la Mauritanie.

Les deux régimes s'en prennent essentiellement à la "menace algérienne". Certes, l'aide de l'Algérie au Front Polisario sur le plan militaire comme sur le plan diplomatique joue un rôle important dans le fait que le Front Polisario est capable de tenir tête aux troupes d'occupation et essentiellement à celles de la Mauritanie. Certes encore, les raisons pour lesquelles l'Algérie soutient le Front Polisario tiennent davantage des intérêts diplomatiques de Boumédienne que du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Il n'en reste pas moins que s'il y a résistance armée au Sahara Occidental, c'est parce que il y a des milliers de Sahraoui qui préfèrent la lutte armée à la résignation devant le partage de leur pays entre deux dictatures.

Les travailleurs, les paysans pauvres, les exploités de la Mauritanie comme ceux du Maroc ne peuvent en aucun cas soutenir la Sainte Alliance qui unit désormais officiellement leurs dictateurs respectifs. Leur solidarité pleine et entière doit aller au peuple sahraoui opprimé.

RETRAIT IMMEDIAT DES TROUPES MAURITANIENNES ET MAROCAINES DU SAHARA OCCIDENTAL !

DROIT DU PEUPLE SAHRAOUI A DISPOSER DE LUI-MEME !

MALI:

LE COMITE MILITAIRE IMPOSE DES SACRIFICES AUX TRAVAILLEURS

Des membres du Comité Militaire ont entrepris de faire une tournée dans plusieurs entreprises d'Etat du pays. C'est ainsi qu'une délégation dirigée par le lieutenant-colonel Filiping Sissoko a successivement visité la SOMBEPEC (Société Malienne du Bétail, des Peaux et Cuirs), la CMTR (Compagnie Malienne des Transports), la SOCOGRAM (Société de Construction Radioélectrique du Mali), l'EMAB (Entreprise Malienne du Bois), la TAMALI (société des Tanneries du Mali), ainsi que la SOCIMA (Société des Ciments du Mali).

Par ailleurs le colonel Youssout Traori, commissaire aux conflits du CML, et Sékou Sangari, ministre du tutelle des entreprises d'Etat, ont visité la Compagnie Malienne du textile (COMATEX).

Les directeurs de certaines de ces sociétés ont déclaré que leurs entreprises étaient au bord de la faillite, soit par manque de matière première, soit par manque de pièces de rechange, soit parce que les commandes de l'Etat sont insuffisantes.

La CMTR a jeté à la rue 80 travailleurs. Les 503 ouvriers qui restent ne touchent leur salaire qu'une fois tous les trois mois ; leurs primes et leurs allocations familiales sont supprimées, et leurs heures supplémentaires non rémunérées.

A la TAMALI ce sont 220 travailleurs qui ne touchent plus de salaire régulièrement.

Ainsi toutes ces entreprises font payer aux travailleurs les frais de leur incurie ou de leur incapacité, et cela avec la complicité ou l'indifférence du gouvernement. Pour les travailleurs c'est vraiment le drame. Leurs maigres salaires sont en général la seule source de revenus pour de grandes familles.

Le Comité Militaire a proposé comme solution de donner des subventions à ces entreprises. Autrement dit, à les faire vivre de l'argent des impôts, payés essentiellement par les plus pauvres.

Toutes ces entreprises ne sont cependant pas au bord de la faillite. C'est le cas de COMATEX. Là, le langage du visiteur galonné s'adressait aux travailleurs. Non point pour leur promettre de bénéficier de la santé de leur entreprise, mais pour les exhorter à augmenter la rentabilité de leur travail. Autrement dit, à se faire exploiter davantage.

Alors, bien sûr, il n'est pas facile à une entreprise malienne de tenir le coup dans un environnement impérialiste. Mais les travailleurs n'ont pas à compenser par leur travail ou avec l'argent de leurs impôts la corruption, le manque de compétence, de ceux qui dirigent une économie qui, toute nationalisée qu'elle puisse être dans un certain nombre de secteurs, n'en est pas pour autant au service des exploités.

L'économie doit être sous le contrôle des travailleurs et des paysans pauvres. Et jusqu'à ce que la classe ouvrière malienne parvienne au contrôle de l'économie en renversant l'Etat en place, elle ne se laissera pas séduire par les appels à la solidarité des militaires, elle luttera pour la défense de ses conditions matérielles d'existence et pour son droit de s'organiser, politiquement et syndicalement, ce que le régime militaire lui interdit.

LE POUVOIR DES VOLEURS

Le gouvernement de Moussa Traoré profite de toutes les occasions pour voler un peu plus les travailleurs émigrés maliens qui rentrent en vacances au pays. Ils sont des centaines : chaque travailleur doit payer une caution de 196 000 Francs maliens s'il désire revenir travailler en France. Sinon, pas de visa de sortie !

Cette somme est normalement remboursable lorsque le travailleur en question retourne définitivement au pays. Il n'empêche qu'il doit trouver cette somme pour partir ; somme qui s'ajoute à bien d'autres dépenses déjà difficiles à supporter. Il n'empêche qu'en attendant le retour définitif, c'est l'Etat malien qui utilise l'argent des travailleurs, sans leur payer bien entendu le moindre intérêt.

Le comble, c'est que le gouvernement oblige maintenant les travailleurs définitivement de retour, à accepter d'être remboursés de leur caution en nature, dans les magasins de l'Etat.

Autant dire que c'est de l'escroquerie pure et simple. Et que ceux qui nous gouvernent sont des voleurs.

* * *
* *
*

AFRIQUE DU SUD:

QUAND LA REVOLTE LEVE

Le régime raciste d'Afrique du Sud a cru pouvoir briser dans l'oeuf la révolte de la population africaine en noyant dans le sang les manifestations de Soweto. Il n'y est pas parvenu. L'ordre n'est pas revenu en Afrique du Sud, malgré les puissants moyens mis en oeuvre par Vorster et compagnie, malgré les vagues d'arrestations.

La colère de la population africaine, victime de l'infâme système de l'appartheid, se manifeste de façon presque continue, depuis plus d'un mois et demi.

Bien que le gouvernement ait décidé de repousser la reprise des cours, les étudiants de plusieurs universités ont fait des manifestations à la fin du mois de juillet.

L'agitation ne s'est pas simplement limitée aux milieux universitaires. Les émeutes se sont étendues dans la population africaine de Witbank, la ville minière la plus importante. Le gouvernement de Vorster répond par des arrestations, la police tire sur les manifestants, des patrouilles de police circulent dans les villes et les quartiers noirs comme Soweto.

Prétextant l'existence "d'agitateurs" parmi la population africaine, on procède à l'arrestation et à l'emprisonnement des personnes soupçonnées de l'être.

Ce qui se passe depuis un mois et demi montre que les manifestations de Soweto n'étaient pas un évènement isolé. La révolte contre le système de l'appartheid a commencé. Et elle ne s'arrêtera plus. Le gouvernement est au maximum capable de l'étouffer par moments. Mais il n'est pas capable de la vaincre. Car cette révolte est alimentée jour après jour par de nouvelles infâmies du régime. D'un régime qui exclue ouvertement, cyniquement, la majorité africaine du bénéfice des droits les plus élémentaires, qui leur enlève toutes les libertés. Un régime qui a transformé le pays en un immense camp de concentration pour la majorité de ses habitants.

Alors, pour un homme arrêté ou tué, il y en aura dix qui prendront la place. Et ce sera nécessaire, car seule une révolte générale et profonde, consciente et organisée, pourra abattre un Etat qui a à sa disposition d'immenses possibilités matérielles et militaires.

Le régime de l'appartheid accule des millions d'hommes au désespoir d'abord, à la colère ensuite. Et la colère de ces millions d'exploités d'Afrique du Sud, mineurs, ouvriers, travailleurs agricoles, aboutira de toute façon à la chute du régime de l'appartheid. Mais elle est susceptible, aussi, de représenter un espoir pour l'ensemble des exploités et d'opprimés de l'Afrique, si les travailleurs de l'Afrique du Sud tournent leur colère non seulement contre cette forme particulièrement ignoble de la domination du Capital qu'est l'appartheid, mais contre la domination du Capital elle-même.

Car les travailleurs ne doivent pas s'y tromper. La clique de Vorster ne défend pas seulement les privilèges d'une minorité de Boers contre la majorité africaine. Elle défend la domination du grand Capital, américain, anglais, français, aussi bien que Sud-africain, contre la majorité des travailleurs? Car ceux qui tirent les ficelles derrière Vorster sont ceux-là mêmes qui, après avoir tiré les ficelles sous le régime colonial dans nos pays, continuent à le faire sous les régimes "indépendants" d'un Houphouët-Boigny ou d'un Senghor.

Alors, si les exploités d'Afrique du Sud parviennent à la conscience qu'il faut engager la lutte contre la domination du Capital en même temps que contre la forme infâme qu'elle prend en Afrique du Sud, ils auront fait un pas décisif sur la voie de la révolution prolétarienne en Afrique.

DES MESURES OFFICIELLES QUI ENCOURAGENT LE RACISME

Le ministre de l'intérieur français Poniatowski vient d'annoncer que désormais, si des étrangers s'attaquent à des usagers du métro, ils seront immédiatement expulsés. En plus, la presse ne mâche pas ses mots en déclarant que bien souvent les agresseurs des usagers du métro sont des étrangers.

Personne n'a envie d'être victime de voyous dans le métro, quelle que soit l'origine de l'agresseur - ou de l'agressé. Mais cette façon de laisser croire que les agressions sont le fait d'émigrés ; ou encore cette façon de réserver un traitement différent pour des voyous suivant leur origine, est du racisme pur et simple.

En fait, le gouvernement français est en train de monter la population de ce pays contre les travailleurs émigrés. Les racistes de tous genres peuvent ainsi s'exprimer librement.

D'ailleurs, le contrôle policier est fréquent dans le métro. Le prétexte est d'intimider les agresseurs. Mais en réalité, ce sont les étrangers qu'on interpelle pour vérification de papiers.

L'opération Poniatowski retombe donc pour l'essentiel sur des travailleurs émigrés qui n'ont rien à voir avec les agressions dans le métro. Les vexations et les remarques racistes sont ainsi encouragées.

Finalement, les agresseurs sont ceux qui sont au pouvoir dans ce pays, qui valent diviser les travailleurs les uns contre les autres, les travailleurs français contre les travailleurs émigrés.

Et ils ne manquent pas de scrupules lorsqu'ils prétendent s'indigner contre le racisme qui règne dans un pays comme l'Afrique du Sud. Mais d'un autre côté ils veulent expulser par exemple le travailleur Moussa Konaté qui a le tort d'avoir revendiqué des conditions de logement meilleures dans les foyers :

Devant cette campagne contre les émigrés, nous ne devons pas rester indifférents. Nous avons à expliquer autour de nous, aux travailleurs français aussi, qu'aujourd'hui les bourgeois s'attaquent à une petite fraction de la classe ouvrière, la plus faible, celle qui a peu de moyens de défense. Mais demain c'est à l'ensemble des travailleurs qu'ils s'attaqueront. C'est le propre intérêt de tous les travailleurs de défendre leurs frères de classe.

Et là, les organisations ouvrières françaises ont de grandes responsabilités.

* * *
* *
*

jeux olympiques :

LES HYPOCRITES

ET LES DEMAGOGUES

Plusieurs gouvernements africains ont décidé de retirer leurs délégations sportives des jeux olympiques qui se déroulent cette année à Montréal au Canada.

Aussitôt leur décision connue, les milieux bien-pensants ont déversé un concert de récriminations contre eux, par la presse, la radio et la télévision, en accusant les Etats africains en question de vouloir politiser les jeux olympiques qui selon eux ne sont que des manifestations uniquement sportives.

Pourtant, s'il y a des gens qui ont politisé les jeux olympiques, ce ne sont pas les Etats africains, ni ceux qui ont levé le poing il y a huit ans lors de précédents jeux pour protester contre la discrimination raciale aux Etats-Unis. Ce sont les Etats impérialistes qui au-delà de la mascarade en profitent pour déverser une propagande nationaliste et chauvine au son de la Marseillaise ou d'autres hymnes nationaux.

Ceci dit, la décision des Etats africains de boycotter les jeux olympiques, aussi radicale qu'elle paraisse, est démagogique.

Ils disent qu'ils font le boycott contre la présence de la Nouvelle Zélande qui a envoyé une équipe de rugby en Afrique du Sud au moment où le gouvernement raciste de ce pays organisait les massacres de Soweto.

Ce sont, au-delà de ce qu'ils font eux-mêmes dans leurs pays, des mesures faciles et démagogiques qui ne leur coûtent rien.

Il suffit de voir les chefs d'Etat qui ont pris cette décision, les Hassan II ou autres Idi Amin Dada pour s'en convaincre.

* * * *
* *
*

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratiques des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.